
 Jean-Loup Chappelet

Lausanne, une histoire olympique

L'administration du Comité International Olympique (CIO) est installée à Lausanne depuis 1915 et s'y est développée progressivement, surtout depuis les années 1980, pour atteindre aujourd'hui plus de 590 collaborateurs-trices de 53 nationalités. Lausanne est la capitale olympique depuis 1993, sans avoir encore organisé les Jeux Olympiques. Mais ce n'est pas sans y avoir songé à plusieurs reprises, comme nous allons le voir, pour finalement organiser les troisièmes Jeux Olympiques de la Jeunesse d'hiver de 2020.



Jean-Loup Chappelet est professeur honoraire de management public à l'Institut de hautes études en administration publique (IDHEAP) de l'Université de Lausanne où il enseignait depuis 1993 après avoir été responsable informatique du Comité International Olympique et consultant dans une grande société de conseil d'entreprises. En 1994 il a créé la première formation universitaire en politique et management du sport, toujours donnée chaque semestre d'automne. Il participe au lancement, en 2020, d'un certificat de l'UNIL en régulation du sport global (CAS ReGS). Ses recherches portent sur la gouvernance des organisations sportives internationales et de leurs événements majeurs.

La venue même du CIO à Lausanne peut en grande partie s'expliquer par la volonté de Pierre de Coubertin, le fondateur du CIO en 1894, de disposer d'un lieu permanent pour les Jeux d'été à l'orée de la Première Guerre Mondiale. Le CIO – qui s'est donné comme principal rôle d'attribuer les Jeux à de grandes villes du monde entier – a en effet de la peine à trouver des métropoles adéquates. Après avoir désigné Chicago pour 1904 et Rome pour 1908, ces villes se déborent respectivement en faveur de Saint-Louis (Missouri) et Londres. En 1911, de Coubertin lance alors un concours d'architecture pour une «Olympie moderne» sur les rives d'un lac helvétique. Ce concours est remporté par les architectes lausannois Eugène Monod et Alphonse Laverrière. Ils situent leur projet à l'ouest de Morges sur de vastes terrains, alors disponibles de part et d'autre de la voie ferrée, que de Coubertin a visités en octobre 1906. Le syndic du lieu est très favorable, mais il n'est pas réélu et le projet est abandonné malgré l'obtention d'une médaille d'or lors des concours d'art des Jeux de Stockholm en 1912.

L'influence de Pierre de Coubertin

Quelques années plus tard, de Coubertin demande à Alphonse Laverrière un deuxième projet, situé cette fois à Dorigny sur des terrains qui forment le campus actuel. Il est prévu d'y construire un stade, une piscine, un port et même un tramway qui relierait le centre-ville à Dorigny. Une association pour amis de l'olympisme est créée et une série de «lettres olympiques» sont rédigées par de Coubertin dans la *Gazette de Lausanne* pour mieux faire connaître le CIO. Une souscription est même ouverte pour financer l'Olympie moderne, mais sans succès.

De Coubertin se retire de la présidence du CIO en 1925, mais conserve la gestion d'un embryon de Musée olympique situé dans deux pièces au rez-de-chaussée de la villa «Mon Repos» qui est le siège officiel du CIO depuis 1922, après des bureaux au Casino de Montbenon attribués par la Municipalité dès 1915. Le CIO n'a alors qu'un secrétaire (André Berdez) et une assistante (Lydia Zanchi). De Coubertin reste très actif pour inciter la ville

Pour une «Olympie moderne» sur les rives d'un lac helvétique

à présenter sa candidature à de futurs Jeux d'été. Il est appuyé sur place par le docteur en médecine Francis-Marius Messerli, chef du Service d'hygiène lausannois, qui est aussi secrétaire général du Comité olympique suisse depuis sa fondation à Lausanne en 1912 et ceci jusqu'en 1937.

C'est ainsi que de Coubertin envisage Lausanne pour remplacer Amsterdam qui a des difficultés financières passagères pour organiser les Jeux de 1928. Puis Lausanne est désignée comme candidate officielle suisse pour 1936 et 1952, mais se retire avant le vote des membres du CIO. Les Jeux de 1936 et 1952 sont attribués respectivement à Berlin et Helsinki. Lausanne est candidate pour 1944, 1948 et 1960. Les Jeux de 1944 et 1948 sont pour Londres. Ceux de 1944 n'auront jamais lieu à cause de la Deuxième Guerre Mondiale, mais Lausanne se voit attribuer l'organisation du jubilé olympique (cinquantième anniversaire de la fondation du CIO)

célébré avec faste durant tout le mois de juin 1944 pour montrer que la capitale vaudoise est capable d'organiser des Jeux d'été. La candidature lausannoise de 1960 arrive trop tard face à de grandes villes comme Rome (qui l'emporte) et Tokyo (qui l'emportera pour 1964), Lausanne terminant néanmoins deuxième pour 1960. La capitale vaudoise aurait eu de très bonnes chances pour 1952 mais préféra se retirer avant le vote du CIO, incapable de garantir la finition à temps du Stade olympique de la Pontaise (qui ne sera inauguré qu'en 1954 avec la Coupe du monde de football organisée en Suisse).

Devenir « Capitale olympique »

A la fin des années 1980, sous l'impulsion du président du CIO d'alors, Juan Antonio Samaranch, Lausanne tentera une dernière fois sa chance, mais pour les Jeux d'hiver de 1996 (qui seront avancés à 1994 pour qu'ils n'aient désormais plus lieu six mois avant les Jeux d'été, mais lors des années paires entre deux Jeux d'été). Mais cette candidature sera nettement refusée par le corps électoral de la Ville, sans doute pour n'avoir pas organisé un vote cantonal, plusieurs stations des Alpes et du Jura vaudois étant fortement impliquées dans le projet. Les Jeux d'hiver de Lillehammer 1994 relanceront le cycle olympique hivernal et inspireront les candidatures hivernales de Sion 2002 et Sion 2006. Mais Lausanne poursuit déjà d'autres buts. En 1982, elle a été désignée « Ville olympique » pour marquer l'attribution au CIO par le Conseil fédéral d'un « statut particulier qui tienne compte de son caractère spécifique d'institution internationale » et qui lui permet de perpétuer son exonération d'impôts directs, ainsi que de recruter facilement des collaborateurs étrangers hors d'Europe. Avec l'aide du président Samaranch, la Ville accueille de plus en plus de grandes manifestations et des sièges d'organisations sportives, notamment des fédérations internationales (FI) qui gouvernent chacune leur sport au niveau mondial. Durant la présidence Samaranch (1980-2001), Lausanne accueillera 12 championnats du monde (dont 3 en 1997!) et 5 championnats d'Europe. De même, 9 Fédérations internationales (FI) et 4 fédérations européennes installent leur siège administratif à Lausanne ou environs. Cette volonté d'être géographiquement proche du CIO se confirme sous les présidences des successeurs de Samaranch puisqu'aujourd'hui trois-quarts des FI de sports au programme des Jeux d'été et deux-tiers des FI de sports olympiques d'hiver sont installées en Suisse, principalement dans le canton de Vaud. De nombreuses FI reconnues (pas encore au programme olympique) sont aussi basées dans la « Capitale olympique », titre décerné par le CIO en 1993 (après l'inauguration du Musée olympique à Ouchy) et titre mérité puisque plus de 2'500 personnes sont employées en Suisse pour l'administration du sport international (principalement au

CIO, à la FIFA -Fédération internationale de football association à Zurich, l'UEFA -Union des associations européennes de football à Nyon et à l'UCI -Union cycliste internationale à Aigle, mais aussi dans de grands groupes commerciaux comme Infront Sport à Zoug ou Team Marketing à Zurich). Récemment, à la suite d'un vote négatif du Conseil communal zurichois pour une augmentation des impôts locaux des grandes associations sans but lucratif comme la FIFA, on a appris que son président helvético-italien avait demandé à son administration d'étudier les conséquences d'un déménagement partiel ou total de l'administration de la FIFA (qui contrôle 15 autres entités!) de Zurich pour Paris ou d'autres lieux. Il semblerait qu'à travers ces fuites organisées vers *Le Monde* et le *New York Times*, la FIFA cherche surtout à obtenir un statut similaire à celui du CIO, à savoir exonération d'impôts sur le revenu et surtout permis de travail sans limitation.

Une concentration unique d'organismes sportifs

En plus d'accueillir systématiquement des sièges d'organisations sportives internationales et des grands championnats, la Suisse romande a développé des formations en administration ou management du sport. C'est ainsi que se sont créés à quelques années d'intervalles un certificat en politique et management du sport à l'IDHEAP (1994), un Centre international d'étude du sport (CIES) proche de l'Université de Neuchâtel (1995) et, en 2000, l'Académie internationale des sciences et techniques du sport (AISTS) pour réunir les efforts des universités de Lausanne et de Genève, ainsi que de l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL). Parallèlement, l'Université de Lausanne développait son Institut des sciences du sport, rejoint en 2013 par un institut similaire de l'Université de Genève, pour la formation initiale (bachelors et masters), les doctorats et la recherche dans ce domaine qui réunit sciences dures et sciences humaines. Prenant conscience de l'importance croissante de cette concentration unique d'organismes sportifs, d'étudiants et de chercheurs, le Canton de Vaud impulsa en 2015, avec la Ville de Lausanne, la Confédération et le CIO, la création d'un cluster du sport international qui prendra le nom de ThinkSport et qui sert notamment d'interface entre les différents mondes concernés.

En janvier 2020, Lausanne et la région lémanique a accueilli les troisièmes Jeux Olympiques de la jeunesse d'hiver, des Jeux créés par le CIO en 2017 et réservés aux athlètes de 15 à 18 ans dans les mêmes disciplines qu'aux Jeux classiques plus, pour 2020, le ski alpinisme. Les sites sportifs étaient situés dans la ville (hockey-sur-glace,

Le ThinkSport : une interface entre les différents mondes du sport

patinage et short track), les stations des Alpes vaudoises (ski alpin, ski acrobatique, ski cross, snowboard, halfpipe, slopestyle, ski alpinisme), à Champéry (Valais) pour le curling, dans la Vallée de Joux (ski de fond) et en France voisine (saut à ski et biathlon). La candidature lausannoise a été largement préférée à celle de Brasov (en Roumanie). Le campus accueillait le centre des médias et un congrès préolympique consacré à la jeunesse et les sports d'hiver (Amphimax), ainsi que le village olympique, un bâtiment iconique (Vortex) construit pour l'occasion qui logera des étudiants dès la rentrée 2020. Pour plus d'informations, veuillez-vous reporter à l'ouvrage « La place olympique suisse, émergence et devenir » publié en octobre 2019 chez Cabédita.

